

éducation. Accompagnants des élèves en situation de handicap

Les AESH revendiquent « un vrai statut »

La liste de leurs maux est longue mais bien réelle. [Les Accompagnants des élèves en situation de handicap \(AESH\)](#) - qui sont bien souvent des femmes - se sont réunis, mardi 3 octobre, à 17 h 30, devant l'inspection du travail, à [Cherbourg-en-Cotentin](#). Celles qui accompagnent au quotidien des personnes atteintes de troubles des fonctions cognitives ou mentales dans des classes allant de la maternelle au lycée, veulent une revalorisation de leur métier. D'abord, un vrai statut de la fonction publique, une augmentation des salaires mais aussi l'abandon du projet de mutualisation de la profession d'AESH et [d'Assistants d'éducation \(AED\)](#).

Au quotidien, des professionnelles se déplacent dans plusieurs établissements pour accompagner, quelques heures, des élèves en besoin. « On nous a promis de l'école inclusive mais c'est du saupoudrage. Il faut avoir les moyens de ses ambitions », avance Sancia Ruet, professeure des écoles adjointe à Simone-Veil et responsable [CGT](#) de la [Manche](#) au premier degré. Ce goût amer et ce sentiment d'abandon, elle le vit au quotidien. « Dans ma classe de 24 élèves, j'ai deux personnes en situation de handicap. Parfois, les AESH n'ont que 1 h 30 au lieu de six heures avec eux. Quand je rentre chez moi le soir, je me sens coupable. J'ai le sentiment de ne pas avoir bien fait mon travail. »

Non à la mutualisation

Ce manque de personnel, le gouvernement entend le pallier, notamment dans le second degré, par la mutualisation des professions d'AESH et d'Assistants d'éducation (AED) sous l'appellation Accompagnant à la réussite éducative (ARE). Un projet qui fâche les concernées. « J'ai choisi ce métier pour être dans le champ du handicap pas pour travailler à la vie scolaire », confie Camille, AESH au lycée Tocqueville. Ce métier, les professionnelles l'apprécient. Parmi les femmes mobilisées, on retrouve notamment des anciennes infirmières qui ont quitté les maux de l'hôpital pour retrouver ceux de [l'Éducation nationale](#). « C'est un métier extraordinaire, à vocation, rapporte Anne Fleury, AESH dans un collège privé. J'y trouve un équilibre sur le plan édu-

catif et psychologique. » Reste la reconnaissance du statut et un meilleur salaire, qui tardent.

Marie PINABEL



Près de 40 personnes se sont mobilisées hier devant l'inspection du travail, à Cherbourg.